

Conférence de Boris F.J. Collardi, président ABG

Berne, 26 janvier 2017

Seul le texte prononcé fait foi – embargo 26.01.2017, 10 heures

Brexit – un défi également pour la place financière suisse

Mesdames et Messieurs,

(Slide 1) Le OUI des Britanniques au Brexit remonte à six mois déjà. Et même après le discours stratégique prononcé récemment par le premier ministre Theresa May, il n'est toujours pas clairement établi ce que la Grande-Bretagne peut désormais atteindre dans ses négociations avec l'UE et quelle forme durable revêtiront ses relations avec l'Union. Mais il est certain que la césure historique du Brexit va engendrer de profonds changements non seulement pour la Grande-Bretagne, mais aussi pour l'ensemble du continent européen, avec des incidences directes sur la Suisse et notre place financière.

(Slide 2) Je souhaite ici mettre en lumière quatre dimensions de la décision du Brexit, à savoir les répercussions possibles sur le développement de l'UE elle-même, le positionnement de la Grande-Bretagne dans la perspective de sa collaboration à redéfinir avec l'UE, et enfin les conséquences sur les relations bilatérales de la Suisse à la fois avec l'UE et la Grande-Bretagne. Je procéderai ensuite à une appréciation économique sommaire pour notre place financière et en tirerai quelques conclusions.

(Slide 3) Le Brexit constitue un défi existentiel pour l'UE et ses institutions. La situation de l'UE reste difficile. Le dernier sauvetage de banque en Italie montre que la crise financière et la crise de la dette sont encore loin d'être maîtrisées. L'immigration massive représente par ailleurs une véritable épreuve de vérité pour l'Europe, comme le prouve la méfiance croissante de la population envers les institutions européennes. La décision des Britanniques en faveur du Brexit et la tendance très générale à la montée des mouvements nationaux-conservateurs en sont d'autres manifestations. Dans ce contexte, on peut envisager trois scénarios généraux pour l'avenir de l'UE, avec différentes incidences pour la Suisse:

1. *«Plus d'UE»*: Les 27 États restants de l'UE serrent les rangs, se rassemblent sous la houlette des forces plutôt centralistes autour de l'«administration bruxelloise» et décident de renforcer leur coopération à différents niveaux. L'effondrement de l'UE doit être évité par tous les moyens, notamment en adoptant une attitude ferme envers les Britanniques. L'élection de Donald Trump pourrait favoriser ce scénario. En effet, sa politique protectionniste «America first» pourrait conforter les dirigeants politiques des principaux pays de l'UE dans leur souhait de repositionner l'Europe comme un bloc politique uni. Un tel scénario ne profiterait guère à la Suisse. En tant que pays tiers, il lui serait alors plus difficile de négocier des solutions sur mesure avec Bruxelles.

2. «*Flexibilisation de l'UE*»: Les intérêts divergents des États membres mis en évidence par les négociations sur le Brexit contraignent l'UE à entamer une réforme fondamentale de ses institutions. Pour se dégager de l'approche centraliste, introduire des structures allégées et favoriser la concurrence, l'UE adopte un modèle «à géométrie variable», avec différents niveaux d'intégration et de droits de codécision. Dans une telle constellation, une solution avec la Grande-Bretagne pourrait également faciliter la normalisation et le développement ponctuel des relations de la Suisse avec l'UE.
3. «*Effondrement de l'UE*»: Les tensions politiques s'aggravent au sein de l'UE. Parallèlement, les mouvements nationaux-conservateurs poursuivent leur progression dans d'importants États membres et la problématique migratoire reste irrésolue. Chacun sait que l'Europe de l'Est compte quelques représentants de gouvernement très critiques envers Bruxelles. Un effondrement progressif de l'UE serait désastreux, et ce pas uniquement pour les pays membres de l'UE. La Grande-Bretagne et la Suisse ont elles aussi intérêt à ce que l'UE reste un partenaire solide, prévisible et favorable à une économie de marché.

(Slide 4) C'est dans ce contexte aujourd'hui encore incertain que les Britanniques vont maintenant régler leurs relations avec l'UE. Le résultat de ce long processus de négociation ne peut guère être anticipé. Même si le Parlement britannique obtient un droit de participation sur la base d'une décision de justice, on peut supposer que Theresa May va imposer son approche «Brexit means Brexit». La voie menant à une sortie effective reste certes encore longue et ardue, mais nous ne pensons pas que cette décision de principe sera abandonnée, en dépit de toutes les difficultés. Cependant, les hésitations observées jusqu'à présent ainsi que les perspectives toujours ouvertes résultant de la stratégie de négociation présentée du côté britannique continuent de nous inquiéter.

En effet, au-delà de la ligne stratégique révélée la semaine dernière, il appartient maintenant au gouvernement britannique de montrer encore plus concrètement de quelle manière il envisage ses futures relations avec l'UE. De nombreuses questions se posent à cet égard. Ainsi, doit-on – dans l'accord global de libre échange visé avec l'UE – s'appuyer au maximum sur l'actuel droit européen et ne régler que quelques points litigieux, ou faut-il redéfinir tous les aspects de la relation entre l'UE et le Royaume-Uni? Parmi les thèmes cruciaux à discuter, on compte la gestion de l'immigration, les garanties d'accès au marché européen pour l'économie britannique et d'éventuelles contributions financières au marché unique européen. Dans ce contexte, la question de savoir dans quelle mesure la City londonienne pourra maintenir une solution avantageuse de passeport et d'équivalence pour l'accès au marché financier de l'UE, en dépit des contradictions avec l'objectif britannique supérieur de restriction de la migration et ses attentes en matière de souveraineté, revêtira une importance particulière pour le secteur financier suisse.

D'autres questions se posent parallèlement: Londres est-elle prête à faire des compromis pour ne pas perdre l'Écosse, plus favorable à l'UE? Dans quelle mesure la Grande-Bretagne va-t-elle exploiter de nouvelles marges d'autonomie pour renforcer sa propre compétitivité? Et surtout: comment l'UE réagira-t-elle? À l'heure actuelle, toute prévision sur le type de collaboration future entre l'UE et la Grande-Bretagne ne serait que pure spéculation. Mais il est certain que les Britanniques, avec leur poids économique, politique et militaire sur la scène mondiale, ont d'excellents atouts pour négocier une solution avantageuse avec l'Europe.

(Slide 5) Le Brexit a des incidences directes et indirectes sur les relations de la Suisse, et ainsi de sa place financière, avec l'UE et la Grande-Bretagne, deux de nos partenaires les plus importants sur le plan économique.

Les relations avec l'UE, notre principal partenaire commercial, sont réglées de manière relativement complète, avec actuellement plus de 120 accords. Mais des optimisations restent nécessaires dans divers domaines. Or, la décision du Brexit a une fois de plus fait reculer les attentes de la Suisse dans la liste des priorités de l'UE. De plus, dans la phase actuelle, Bruxelles ne va pas accepter de créer avec la Suisse des précédents dont la Grande-Bretagne pourrait s'inspirer. Mais je reste persuadé que l'UE n'a pas intérêt à entretenir de conflits inutiles avec la Suisse. Car elle non plus ne peut nier l'importance économique et géopolitique de la Suisse pour ses États membres. Dans le secteur des services financiers, nous attendons toujours en vain un accès actif au marché européen, pourtant absolument indispensable pour un secteur d'exportation comme le nôtre. Un impact négatif pourrait en résulter à long terme en Suisse sur la création de valeur, l'emploi et les recettes fiscales. Mais à présent, avec la mise en œuvre heureusement mesurée de l'initiative contre l'immigration de masse sous l'angle de la politique économique, une solution compatible avec l'UE et durable semble se dessiner, sous réserve que le mandat constitutionnel et la mise en œuvre puissent être prochainement mis juridiquement en conformité l'un par rapport à l'autre. Cela ouvre une perspective permettant de poursuivre la voie bilatérale avec l'UE et de ranimer la discussion gelée jusqu'alors sur l'accès au marché des prestataires de services financiers. Une solution entre l'UE et la Grande-Bretagne sur les questions d'accès au marché, notamment dans le domaine des services financiers, pourrait constituer un précédent favorable pour la Suisse et son secteur bancaire axé sur l'exportation.

Nos relations avec la Grande-Bretagne sont essentiellement réglementées par nos accords bilatéraux avec l'UE (à titre d'exemple l'accord sur l'EAR qui est important pour notre secteur). Si la Grande-Bretagne quitte l'UE, il faudra combler un vide juridique pour préserver le statu quo. C'est pourquoi les autorités tant britanniques que suisses s'efforcent actuellement d'en prévenir les conséquences très néfastes pour les deux pays. Par ailleurs, une reprise de ces aspects juridiques sur le plan bilatéral offrirait la possibilité d'intensifier les relations entre la Grande-Bretagne et la Suisse et de les compléter d'aspects jusqu'alors lacunaires. Ici aussi, il convient de garder en tête le secteur financier et la question d'un accès au marché réciproque.

Bien qu'il soit actuellement difficile de faire progresser les négociations avec l'UE et d'obtenir un réel déblocage, nous ne sommes pas condamnés à l'inaction. Nous disposons déjà de possibilités que nous devons exploiter: il faut ainsi notamment intensifier de manière ciblée la politique suisse d'équivalence avec la réglementation du marché financier de l'UE, afin de faciliter l'accès au marché pour les banques. Ce processus législatif en Suisse est en bonne voie. Je pense ici à la loi sur les placements collectifs, à la LIMF ou au tandem LSFIN/LEFIN actuellement devant le second conseil. Par ailleurs, la Suisse dispose de décennies d'expérience des négociations avec l'UE, et ses intérêts sont à de nombreux égards comparables à ceux de la Grande-Bretagne, dans la perspective de négociations avec une UE dirigée de manière centraliste. Nous verrions donc d'un bon œil une intensification de la collaboration entre Londres et Berne. Une adhésion de la Grande-Bretagne à l'AELE pourrait également créer une nouvelle dynamique sur le continent européen.

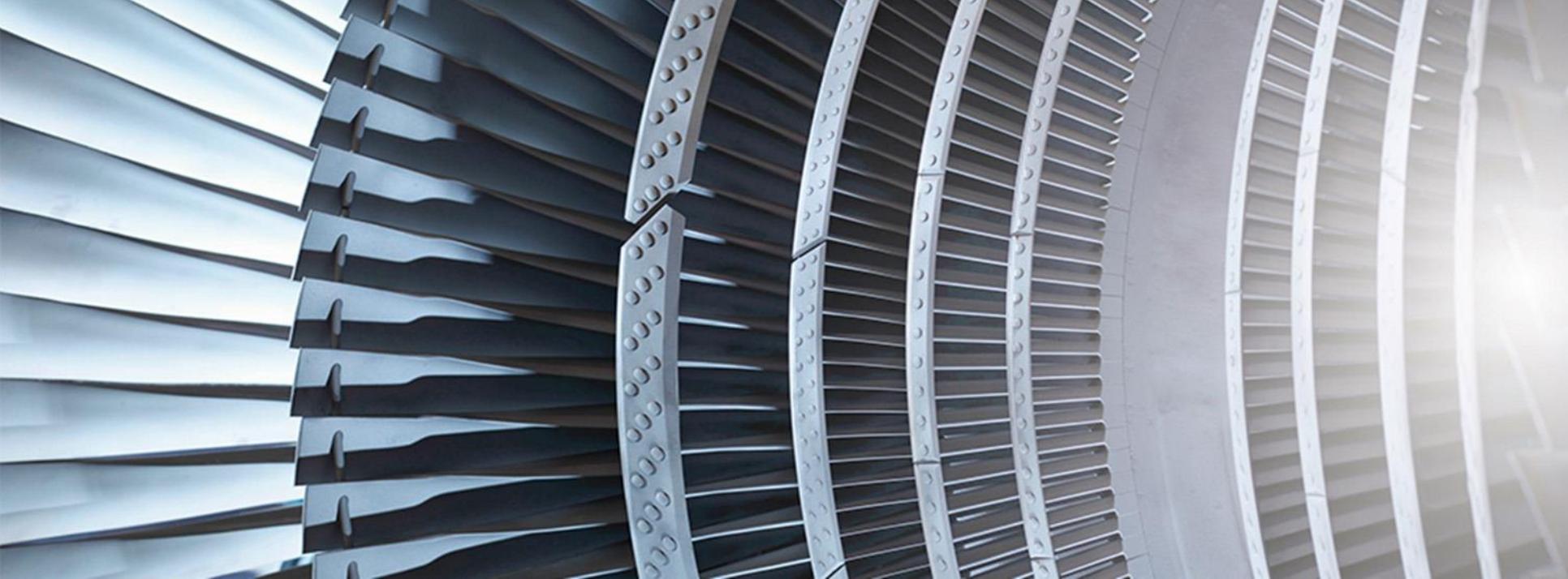
(Slide 6) Les conséquences économiques du Brexit pour la place financière suisse devraient dans un premier temps rester contenues. Et celle-ci ne profitera guère de la «faiblesse» du nouveau

positionnement de Londres. En matière de fourniture de services financiers, la Suisse n'a pas un accès actif à l'UE, ses coûts de production sont aussi élevés que ceux de la City londonienne, et la jungle réglementaire s'épaissit également dans notre pays. Dans le secteur financier, le Brexit devrait plutôt profiter à Francfort et surtout au Luxembourg. La Suisse ne peut espérer ici de modestes gains rapides qu'avec des investisseurs qui, par prudence, augmenteraient leurs dépôts en Suisse tant qu'aucune solution ne se dégagerait entre les Britanniques et l'UE. À moyen terme, j'entrevois plutôt le spectre d'une négociation qui s'enliserait autour de la forme concrète à donner au Brexit. Les incertitudes qui en résulteraient pourraient affecter non seulement la Grande-Bretagne, mais aussi tout l'espace européen et, indirectement, la Suisse. Mais à long terme, il reste des chances réelles de voir l'UE, réveillée par le choc du Brexit, se résoudre à alléger ses structures et à les rendre plus compétitives, ce qui stimulerait la croissance. Du point de vue actuel, cette issue reste toutefois très spéculative.

(Slide 7) Une dernière réflexion en guise de conclusion: dans la situation ouverte actuelle, dont les développements sont encore imprévisibles, j'estime que les points suivants sont cruciaux:

- Premièrement, compte tenu de l'importance économique de l'UE pour la Suisse, nous devons trouver un arrangement avec elle sur le long terme, peu importe que son évolution institutionnelle et sa forme de collaboration avec la Grande-Bretagne nous «plaisent» ou non.
- Deuxièmement, nous devons suivre de près l'évolution du Brexit, les réactions de l'UE et les solutions qui se dessinent. En l'absence de planification à long terme assurée, il faut veiller à mettre à jour les scénarios en permanence.
- Troisièmement, il faut s'assurer que la Suisse ne compromettra pas inutilement ses options d'intervention, afin que notre pays reste constamment en mesure d'exploiter des fenêtres d'opportunité potentielles.
- Enfin, et quatrièmement, il est indispensable, en tant que petite économie ouverte, que nous optimisions constamment les conditions-cadres politiques et économiques de manière indépendante et que nous les adaptions rapidement à l'évolution des événements. Je pense ici à des accords de libre-échange hors d'Europe, à une politique fiscale attrayante (suppression du droit de timbre, troisième réforme de l'imposition des entreprises), à l'endigement de notre propre jungle réglementaire, à des accords bilatéraux d'accès aux marchés dans le secteur financier, et enfin au renoncement à la mentalité de l'assurance contre tous les risques ou de la tolérance zéro au niveau entrepreneurial. Si nous faisons preuve d'une telle flexibilité, nous serons alors bien armés pour maîtriser les défis de l'après-Brexit.

Je vous remercie de votre attention.



Brexit – un défi également pour la place financière suisse

Berne, 26 janvier 2017
Boris F.J. Collardi, président

Vereinigung Schweizerischer Assetmanagement- und Vermögensverwaltungsbanken
Association de Banques Suisses de Gestion
Associazione di Banche Svizzere di Gestione Patrimoniale ed Istituzionale
Association of Swiss Asset and Wealth Management Banks

VAV
ABG

Sommaire

- UE: évolution incertaine
- GB: collaboration avec l'UE à redéfinir
- Relations CH-UE & CH-GB: à l'aube d'un nouvel élan?
- Appréciation économique
- Conclusions pour la place financière suisse

Évolution incertaine de l'UE

Brexit: un «wake-up call» pour Bruxelles?



Trois scénarios envisageables

1 Plus d'UE

- Fuite en avant, instauration de nombreuses nouvelles réglementations pour maîtriser le phénomène
- Administration bruxelloise & «grande nation» prédominantes
- Statut des pays tiers en tant que problème, approche de confrontation sur le Brexit, peu favorable pour la Suisse

2 UE «à géométrie variable»

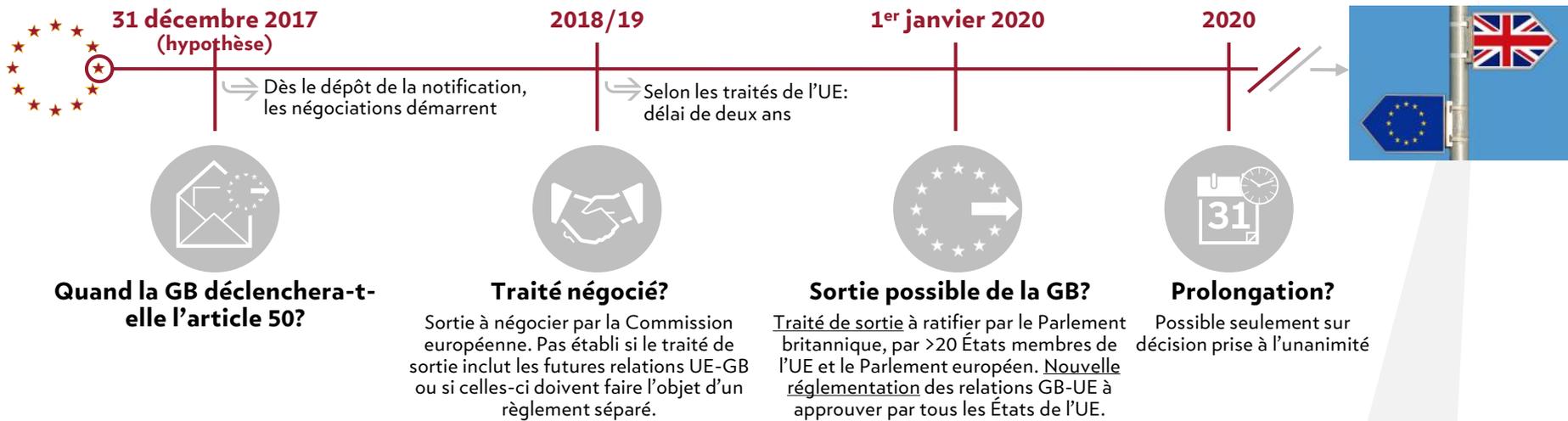
- Mode de collaboration pragmatique et différencié en raison d'intérêts divergents durables
- Impulsion donnée par les forces réformatrices
- Bon pour des solutions avec les pays tiers (GB, AELE, CH)

3 Effondrement de l'UE

- Incertitudes et épreuves persistantes sous la pression des forces nationales-conservatrices
- Aggravation de la problématique de l'immigration, crise sans solution durable en vue
- Pire scénario pour l'UE, mais également pour GB & CH

GB: «Brexit means Brexit»

Il reste encore un long chemin à parcourir jusqu'à la sortie



Paramètres de positionnement de la GB

- A**
 - Dans un cas extrême, GB sort entièrement de l'UE et doit tout renégocier
 - À l'autre extrême, GB reste matériellement «de la partie», seules les «exceptions» à régler
 - Capacité ou volonté de la GB de conserver l'Écosse, plus favorable à l'UE, dans son giron
- B**
 - GB détermine dans quelle mesure les nouvelles marges de manœuvre obtenues seront exploitées: commerce extérieur actif, politique fiscale compétitive, déréglementation, ...

Thèmes clés avec l'UE

- Souveraineté politique en général
- En particulier gestion autonome de l'immigration
- Contribution financière au marché unique européen
- Garantie d'accès au marché pour l'économie britannique et la City notamment (solution de passeport et d'équivalence)

Relations CH-UE et CH-GB: À l'aube d'un nouvel élan?



Relance des relations CH-UE difficile...

- Déjà 20 accords fondamentaux et une centaine d'autres
- Soif de négociations peu perceptible en Suisse, souhaits des banques en matière d'exportation «on hold»
- Le Brexit accapare l'attention de l'UE, les relations avec la Suisse passent à l'arrière-plan. Pas de préjudice envers la Suisse en prévision des négociations sur le Brexit, mais pas non plus d'intérêt de l'UE à un nouveau «foyer d'incendie»
- Solution GB-UE le cas échéant en tant que modèle pour certains aspects sectoriels CH (services financiers)



Relations CH-GB incertaines mais avec potentiel...

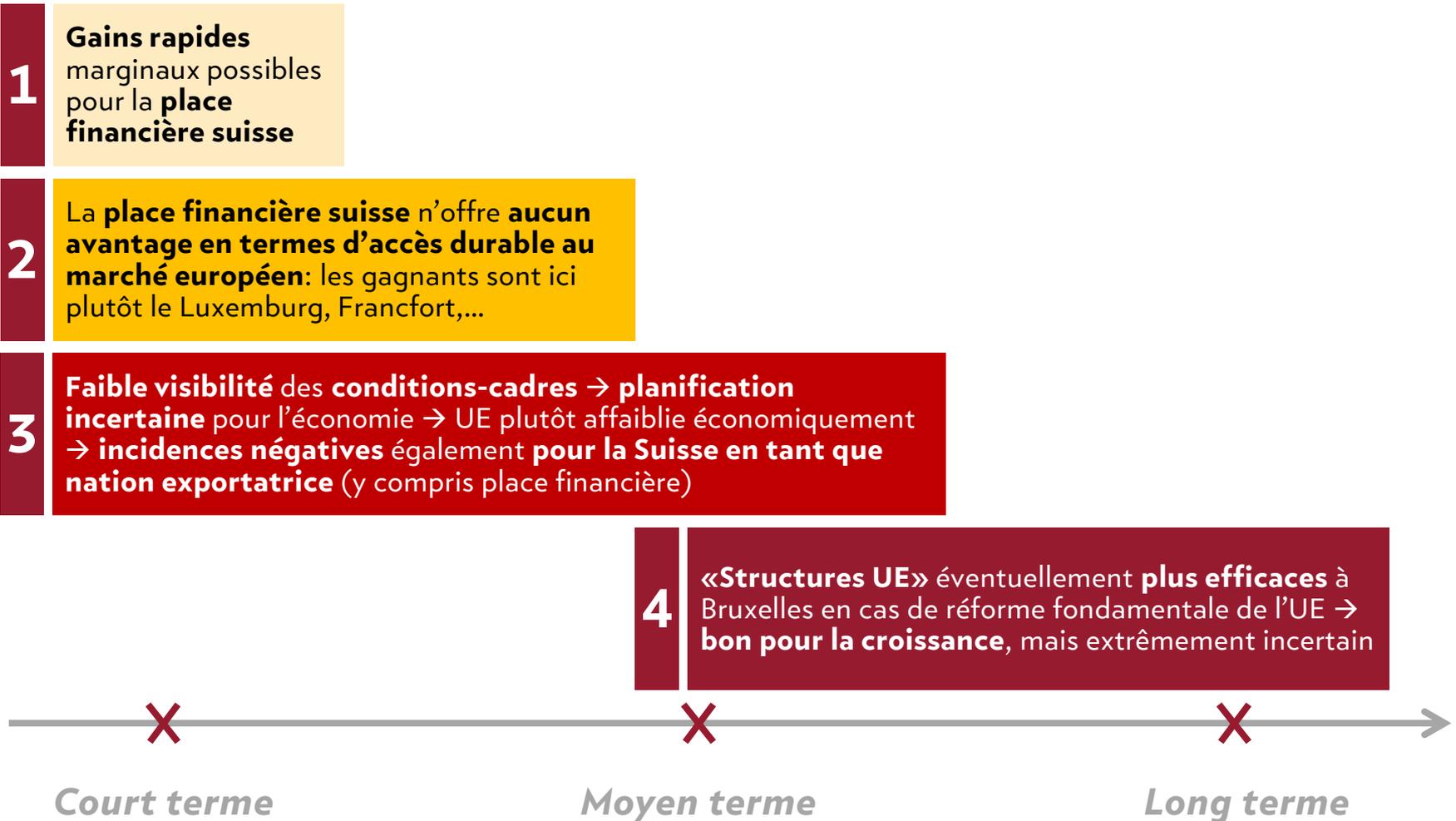
- Basées sur les traités avec l'UE qui tombent avec le Brexit
- Vide juridique et incertitudes en cas d'absence de nouveau régime à la date de sortie effective (p.ex. EAR)
- Au moins préserver le statu quo; GB ouvert à des traités pour de nouveaux aspects afin que le Brexit soit un succès

Ne pas rester inactif d'ici à un débloqué CH-UE à moyen/long long terme:

- Favoriser les équivalences avec l'UE (par exemple dans le secteur financier)
- Intensifier les relations et la collaboration avec GB, ouverture à une adhésion à l'AELE

Appréciation économique pour la place financière suisse

Effets multiples – pas de tendance claire, trop de variables



Conclusions pour la Suisse et sa place financière

Marges de manœuvre et préservation des options d'action

1

Entente nécessaire et inéluctable avec l'UE, quelle que soit la forme que prendront ses institutions

2

Mise à jour permanente des scénarios rendue nécessaire par le manque de visibilité

3

Préservation des options d'intervention et action rapide selon l'évolution de la situation

4

Amélioration proactive des conditions-cadres, lorsque cela est possible de manière autonome; encourager – et non étouffer – l'esprit d'entreprise sur la place financière suisse